ADV.

24. JAN 1961

Poursuivre (2)

L. 7378/1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 7 décembre 1960, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté ministériel "portant le règlement pour les militaires en congé illimité", a donné le 23 décembre 1960 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 7e december 1960 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "houdende het reglement voor de militairen met onbepaald verlof", heeft de 23e december 1960 het volgend advies gegeven :

I. REMARQUE PRELIMINAIRE.

Un projet de loi apportant des modifications aux lois sur la milice et ayant pour but de supprimer le contingent spécial a été déposé sur le bureau de la Chambre des Représentants (doc. parl. Chambre, session 1959-1960, n° 564).

Un certain nombre de dispositions du projet d'arrêté ministériel font mention du contingent spécial.

Il y aura donc lieu de modifier le texte du projet dès la mise en vigueur de la loi nouvelle.

II. FONDEMENT LEGAL.

Le fondement légal du projet d'arrêté ministériel est l'article 76 des lois coordonnées sur la milice, ainsi libellé :

"§ 1er. Le Ministre de la Défense nationale arrête les mesures nécessaires pour assurer le rappel rapide et régulier des militaires en congé et l'appel de la réserve de recrutement.

Il peut, même d'office, accorder des sursis d'appel ou de rappel pour le cas de mobilisation lorsque la présence des intéressés dans un service ou emploi en dehors de l'armée est jugée d'intérêt national.

.../...

§ 2. Il peut soumettre les militaires en congé à une revue annuelle d'effectifs et à l'obligation de ne pas quitter le pays sans autorisation. Dans ce cas, les refus d'autorisation sont motivés.

§ 3. Ces militaires peuvent être punis et être rappelés sous les armes pour une durée de trente jours ou plus s'ils contreviennent aux dispositions prises en exécution du présent article".

Les dispositions du projet d'arrêté ministériel ne peuvent pas excéder les pouvoirs conférés au Ministre par le texte précité. Le projet donne donc lieu aux observations suivantes :

1° L'article 3, paragraphe 5, du projet décide qu'est "réputé déserteur après le délai de grâce prévu par la loi, le militaire en congé illimité qui, par suite de la non-observation des prescriptions des paragraphes 1er, 2 et 3 du présent article, ou des articles 6 à 13 ci-après, n'a pas satisfait à la prestation requise".

Le Ministre est dépourvu de pouvoir pour déterminer la qualité de déserteur, les tribunaux étant seuls compétents pour interpréter la loi à cet égard. Un arrêté ministériel ne peut créer des présomptions à ce sujet. Par contre, le Ministre a le pouvoir d'établir les formalités obligatoires que le militaire doit accomplir afin qu'il puisse être dûment averti de la nécessité d'accomplir les obligations militaires auxquelles il reste soumis.

.../...

Le paragraphe 5 de l'article 3 doit être supprimé.

2° L'article 5 du projet décide qu'il est interdit au militaire en congé illimité de contracter un engagement dans une armée étrangère.

L'article 76, § 1er, alinéa 1er, des lois coordonnées sur la milice donne au Ministre de la Défense nationale le pouvoir d'arrêter "les mesures nécessaires pour assurer le rappel rapide et régulier des militaires en congé et l'appel de la réserve de recrutement".

Le paragraphe 2 du même article permet au Ministre de soumettre "les militaires en congé ..... à l'obligation de ne pas quitter le pays sans autorisation. Dans ce cas, les refus d'autorisation sont motivés".

Tel qu'il est libellé, l'article 5 du projet élimine toute possibilité pour le militaire en congé illimité de contracter un engagement dans une armée étrangère. Il élimine également toute possibilité pour le Ministre de la Défense nationale de donner au militaire en congé illimité l'autorisation de s'engager dans une armée étrangère.

Il serait plus conforme au texte et à l'esprit de l'article 76 des lois coordonnées sur la milice de ne pas donner à l'article 5 un caractère de prohibition absolue que la loi n'a pas prévu.

.../...

L'article 5 devrait être rédigé comme suit :

"Article 5.-

Il est interdit au militaire en congé illimité de contracter un engagement dans une armée étrangère sans autorisation du Ministre de la Défense nationale".

De cette manière, le Gouvernement atteint l'objectif qu'il poursuit. Les refus éventuels d'autorisation trouvent dans les paragraphes 1er et 2 de l'article 76 un fondement légal inattaquable.

3° Les articles 37 et 55 confèrent au militaire rappelé la gratuité du transport en train ou en chemin de fer vicinal entre sa résidence et l'endroit à rejoindre.

Ces deux dispositions ne pourraient avoir pour objet de créer des obligations d'ordre financier à charge de la Société nationale des chemins de fer ou de la Société nationale des chemins de fer vicinaux.

En réalité, elles ont pour seule portée de rappeler au militaire qu'il jouit de la gratuité des transports dans les cas prévus par le règlement relatif aux militaires en congé illimité.

La charge financière qui résulte de la gratuité de ces transports incombe à l'Etat conformément à la convention pour la tarification des transports militaires conclue entre le Ministre de la Défense nationale et la Société nationale des chemins de fer

.../...

belges le 19 mai 1958, en exécution de l'arrêté royal du 4 novembre 1952 relatif aux rémunérations dues à la Société nationale des chemins de fer belges pour les prestations fournies à divers départements ministériels, administrations et services publics en vertu des dispositions du cahier des charges approuvé le 20 février 1866.

Ce cahier des charges fixant les conditions générales concernant la construction et l'exploitation des chemins de fer concédés en Belgique, a été repris par les statuts de la Société nationale des chemins de fer belges, approuvés par arrêté royal du 7 août 1926 conformément à la loi du 23 juillet 1926.

4° Le fondement légal de l'article 54 du projet d'arrêté ministériel donnant au chef de détachement, au commandant de district et au commandant de brigade le pouvoir de réquisitionner les moyens de transport nécessaires ainsi que le logement et la nourriture chez l'habitant, se trouve dans les dispositions de la loi du 12 mai 1927 sur les réquisitions militaires.

L'article 54 est donc étranger à l'objet du règlement pour les militaires en congé illimité et constitue un simple rappel, pour les intéressés, des pouvoirs que leur donne la loi sur les réquisitions.

.../...

III. OBSERVATIONS DE FORME.

L'intitulé de l'arrêté ministériel serait mieux rédigé comme suit :

"Arrêté ministériel portant règlement pour les militaires en congé illimité".

Dans le préambule, la référence à l'arrêté royal du 7 avril 1959 est superflue.

A l'article 1er, paragraphe 3, les mots "sauf stipulation contraire expresse" sont impropres, le mot "stipulation" ne convenant que pour les clauses d'un contrat. Il faut écrire : "sauf dispositions contraires". Au même paragraphe, les mots "ci-dessus" doivent être omis.

La première phrase de l'article 3, paragraphe 1er, est inutile. Les dispositions réglementaires sur les cartes d'identité et les registres de la population sont suffisamment explicites.

La deuxième phrase serait mieux rédigée de la manière suivante :

"Au moment du renvoi dans ses foyers, le militaire est tenu d'informer l'autorité militaire de la commune où il résidera lors de sa mise en congé illimité. A cet effet, il produira sa carte d'identité".

.../...

A l'article 4, paragraphe 2, alinéa 2, in fine, il serait plus correct de dire : "par la perte ou la détérioration des effets et objets susdits".

Le dernier membre de phrase de l'alinéa 1er de l'article 6 serait mieux rédigé comme suit : "afin que les documents militaires qui lui seraient destinés puissent lui parvenir sans retard".

Le 2° du paragraphe 1er de l'article 7 serait mieux rédigé comme suit :

"Le militaire en congé illimité qui, dûment autorisé, se trouve à l'étranger et désire y demeurer au-delà d'un terme de trois mois, doit solliciter l'autorisation de prolonger son séjour un mois au moins avant l'échéance de la période de trois mois prévue à l'article 6".

A l'article 8, paragraphe 1er, 1°, les deux premières lignes pourraient être rédigées comme suit : "Le militaire en congé illimité autorisé à résider ou à voyager à l'étranger ...".

Au 2° du même article, la première phrase serait mieux rédigée comme suit :

"Le militaire en congé illimité séjournant à l'étranger, qui obtient l'autorisation de prolonger son séjour au-delà du terme de trois mois initialement prévu, doit aviser le bourgmestre de cette prolongation".

.../...

Le paragraphe 2 de l'article 8 serait mieux rédigé comme suit :

"Le militaire en congé illimité qui ne fait pas usage, dans les trois mois, de l'autorisation qui lui a été accordée, doit en avertir le bourgmestre et renvoyer l'autorisation à son chef de corps".

A l'article 11, paragraphe 2, les mots "du présent article" doivent être omis.

Aux articles 12 et 15, les mots "ci-dessus" , in fine, doivent être omis.

A l'article 16, paragraphe 1er, dernière phrase, in fine, le mot "école" prend une majuscule et le mot "Anvers" ne doit pas être écrit en majuscules, sauf la première lettre.

A l'article 17, alinéa 1er, première ligne, le mot "article" doit être écrit en toutes lettres.

A l'alinéa 2, le mot "Ostende" ne doit pas être écrit en majuscules, sauf la première lettre.

.../...

A l'article 21, paragraphe 1er, l'alinéa 1er devrait être rédigé comme suit :

"Les militaires sont convoqués aux revues d'effectifs par les soins du bourgmestre".

Le paragraphe 2 devrait être rédigé comme suit :

"Si la convocation ne peut être remise à l'intéressé, elle doit l'être à une personne demeurant avec lui ou à une personne voisine. Cette personne signe le reçu".

A l'article 24, in fine, dans l'expression "louage de service ", le mot "services" se met au pluriel.

A l'article 37, la référence à l'article 50 est le résultat d'une erreur et devrait être omise.

A l'article 44, paragraphe 1er, la proposition principale devrait être rédigée comme suit :

"Le commandant de la brigade de gendarmerie enjoint au militaire de se conformer à l'ordre de rejoindre et de rappel".

.../...

A l'article 49, in fine, les mots "ci-dessus" doivent être omis.

A l'article 57, in fine, le mot "ministériel" doit être omis.

L'article 58 serait mieux rédigé comme suit :

"Article 58.-

L'arrêté ministériel du 15 février 1952 portant le règlement pour les militaires en congé illimité, modifié par les arrêtés ministériels des 6 janvier 1955, 28 septembre 1956 et 7 février 1958 , est abrogé".

I. VOORAFGAANDE OPMERKING.

Een ontwerp van wet houdende wijzigingen in de dienstplichtwetten, dat ertoe strekt het speciaal contingent af te schaffen, is in de Kamer van Volksvertegenwoordigers ter tafel gelegd (Gedr.St.Kamer, zitting 1959-1960, nr 564).

Een aantal bepalingen van het ontwerp-ministerieel besluit handelen over het speciaal contingent.

De tekst van het ontwerp zal dus moeten worden gewijzigd zodra de nieuwe wet in werking treedt.

II. RECHTSGROND.

Rechtsgrond voor het ontwerp-ministerieel besluit is artikel 76 van de gecoördineerde dienstplichtwetten, dat luidt als volgt :

"§ 1. De Minister van Landsverdediging treft de maatregelen, die nodig zijn om de spoedige en regelmatige wederoproeping van de militairen met verlof en de oproeping van de werfreserve te verzekeren.

Hij kan, zelfs ambtshalve, oproepings- of wederoproepingsuitstel bij mobilisatie verlenen, wanneer de aanwezigheid van de betrokkenen in een dienst of betrekking buiten het leger van belang voor het land wordt geacht.

.../...

§ 2. Hij is ertoe bevoegd de militairen met verlof aan een jaarlijkse monstering der effectieven te doen deelnemen, en hun te verbieden het land zonder machtiging te verlaten. In dat geval wordt die weigering met redenen omkleed.

§ 3. Deze militairen kunnen gestraft en voor ten hoogste dertig dagen wederopgeroepen worden bij overtreding van de voorschriften die in uitvoering van dit artikel worden bepaald".

De bepalingen van het ontwerp-ministerieel besluit mogen de bevoegdheden welke deze tekst aan de Minister opdraagt, niet te buiten gaan. Bij het ontwerp zijn dan ook de volgende opmerkingen te maken :

1° Artikel 3, paragraaf 5, van het ontwerp bepaalt, dat na de door de wet bepaalde gratietermijn als deserteur wordt beschouwd, de militair met onbepaald verlof die, ingevolge het niet-naleven van de voorschriften van de §§ 1, 2 en 3 van dit artikel, of van de artikelen 6 tot 13, niet aan de vereiste prestatie voldoet.

De Minister is niet bevoegd om de hoedanigheid van deserteur te bepalen, want alleen de rechtbanken zijn bevoegd om de wet in dit opzicht uit te leggen. Een ministerieel besluit mag dienaangaande geen vermoedens scheppen. Wel is de Minister bevoegd tot het vaststellen van de verplichte formaliteiten welke de militair moet naleven opdat hij naar behoren kan worden gewaarschuwd dat hij aan bepaalde militaire verplichtingen, waaraan hij onderworpen blijft, heeft te voldoen.

Paragraaf 5 van artikel 3 dient te vervallen.

.../...

2° Artikel 5 van het ontwerp bepaalt, dat het de militair met onbepaald verlof verboden is een dienstverbintenis bij een vreemd leger aan te gaan.

Artikel 76, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde dienstplichtwetten machtigt de Minister van Landsverdediging tot het treffen van "de maatregelen die nodig zijn om de spoedige en regelmatige wederoproeping van de militairen met verlof en de oproeping van de werfreserve te verzekeren".

Krachtens paragraaf 2 van hetzelfde artikel kan de Minister "de militairen met verlof ... verbieden het land zonder machtiging te verlaten. In dat geval wordt die weigering met redenen omkleed".

Zoals artikel 5 van het ontwerp is geredigeerd, wordt voor de militair met onbepaald verlof iedere mogelijkheid om een dienstverbintenis bij een vreemd leger aan te gaan, uitgesloten. Tevens wordt de Minister van Landsverdediging iedere mogelijkheid ontzegd om de militair met onbepaald verlof tot het aangaan van een dienstverbintenis bij een vreemd leger te machtigen.

Het ware meer in overeenstemming met de letter en de geest van artikel 76 van de gecoördineerde dienstplichtwetten, aan artikel 5 geen volstrekt verbod te verbinden waarin ook de wet niet heeft voorzien.

Men leze artikel 5 als volgt :

"Artikel 5.-

Het is de militair met onbepaald verlof verboden, zonder machtiging van de Minister van Landsverdediging een dienstverbintenis bij een vreemd leger aan te gaan".

.../...

Op die manier bereikt de Regering haar doel. Eventuele weigering van de vereiste machtiging vindt een onaanvechtbare rechtsgrond in de paragrafen 1 en 2 van artikel 76.

3° Krachtens de artikelen 37 en 55 heeft de wederopgeroepen militair recht op kosteloos vervoer per trein en buurtspoorweg tussen zijn verblijfplaats en de plaats van bestemming.

Beide bepalingen zouden geen financiële verplichtingen mogen opleggen aan de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen of aan de Nationale Maatschappij van buurtspoorwegen.

In feite hebben zij geen ander doel dan de militair eraan te herinneren, dat hij kosteloos vervoer geniet in de gevallen die in het reglement voor militairen met onbepaald verlof zijn genoemd.

De financiële last van dit kosteloos vervoer moet door de Staat worden gedragen, krachtens de overeenkomst tot vaststelling van het tarief voor militair vervoer, die op 19 mei 1958 tussen de Minister van Landsverdediging en de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen gesloten is ter uitvoering van het koninklijk besluit van 4 november 1952 betreffende de vergoedingen verschuldigd aan de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen voor de door deze maatschappij aan verschillende ministeriële departementen, openbare besturen en regieën geleverde prestaties in uitvoering van de beschikkingen van het op 20 februari 1866 goedgekeurde lastenkohier.

.../...

Dit "lastenkohier", houdende vaststelling van de algemene voorwaarden inzake aanleg en exploitatie van de in concessie gegeven spoorwegen in België, is overgenomen in de statuten van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, goedgekeurd bij het koninklijk besluit van 7 augustus 1926, overeenkomstig de wet van 23 juli 1926.

4° De rechtsgrond van artikel 54 van het ontwerp-ministerieel besluit, dat de detachementsaanvoerder, de districtscommandant en de brigadecommandant machtigt tot het opeisen van de nodige vervoermiddelen, en van huisvesting en voeding bij de inwoners, ligt in de bepalingen van de wet van 12 mei 1927 betreffende de militaire opeisingen.

Artikel 54 valt dus buiten het bestek van het reglement voor militairen met onbepaald verlof en herinnert de betrokkenen alleen aan de bevoegdheid welke de wet betreffende de opeisingen hun verleent.

III. OPMERKINGEN OVER DE VORM.

Het opschrift van het ministerieel besluit kan beter worden gelezen als volgt :

"Ministerieel besluit houdende reglement voor militairen met onbepaald verlof".

In de aanhef is de verwijzing naar het koninklijk besluit van 7 april 1959 overbodig.

.../...

In artikel 1, § 3, Franse versie, zijn de woorden "sauf stipulation contraire expresse" ondienstig ; het woord "stipulation" past alleen voor bepalingen van een contract. Men leze § 3 als volgt :

"§ 3. De in dit ministerieel besluit gebruikte term "militairen met onbepaald verlof" slaat, behoudens hiermede strijdige bepalingen, op alle in de §§ 1 en 2 genoemde categorieën van personeel".

De eerste volzin van artikel 3, § 1, is overbodig. De verordeningsbepalingen betreffende identiteitskaarten en bevolkingsregisters zijn duidelijk genoeg.

De tweede volzin kan beter worden gelezen als volgt :

"Op het tijdstip dat de militair naar zijn haardstede wordt teruggezonden, moet hij aan de militaire overheid mededelen in welke gemeente hij verblijf zal houden als hij met onbepaald verlof wordt gezonden. Hiertoe moet hij zijn identiteitskaart overleggen".

Artikel 4, § 2, tweede lid, kan beter worden gelezen als volgt :

"Te dien einde moet de militair met onbepaald verlof een borderel ondertekenen waarin de ontvangen kledingstukken en voorwerpen met name worden vermeld en waarbij hij zich verbindt het nadeel dat de Staat mocht lijden door verlies of vernieling van genoemde kledingstukken en voorwerpen, geldelijk te vergoeden".

.../...

Artikel 6, eerste lid, leze men als volgt :

"De militair met onbepaald verlof mag voor ten hoogste drie maanden het land verlaten, maar moet aan zijn familie of, bij gemis daarvan, aan zijn burgemeester kennis geven van de dag van zijn vertrek, het adres waarheen hij zich voorneemt zich te begeven en de vermoedelijke datum van zijn terugkeer, opdat de voor hem bestemde militaire documenten hem zonder verwijl kunnen toekomen".

Artikel 7, § 1, 2°, kan beter worden gelezen als volgt :

"De militair met onbepaald verlof die, naar behoren gemachtigd, zich in het buitenland bevindt en er langer dan drie maanden wenst te blijven, moet de machtiging om zijn verblijf te verlengen, ten minste een maand vóór het verstrijken van de in artikel 6 bepaalde periode van drie maanden aanvragen".

Artikel 8 kan beter worden gelezen als volgt :

"§ 1. 1° De militair met onbepaald verlof die gemachtigd is om langer dan drie maanden in het buitenland te verblijven of te reizen, moet zich, als hij het land verlaat, aanmelden bij de burgemeester van de gemeente waar hij in het bevolkingsregister is ingeschreven, om zijn machtiging te doen viseren.

.../...

2° De militair met onbepaald verlof die in het buitenland verblijft en gemachtigd wordt om zijn verblijf na de aanvankelijk toegestane drie maanden te verlengen, moet daarvan kennis geven aan de burgemeester. In dat geval is het visum van de burgemeester op de machtiging niet vereist.

§ 2. De militair met onbepaald verlof die binnen drie maanden geen gebruik maakt van de hem verleende machtiging, moet de burgemeester daarvan kennis geven en de machtiging aan zijn korpscommandant terugzenden".

In artikel 11, paragraaf 2, dienen de woorden "van dit artikel" te vervallen.

Aan het slot van de artikelen 12 en 15 dient het woord "hierboven" te vervallen.

In de laatste volzin van artikel 16, paragraaf 1, leze men : "Hogere Zeevaartschool te Antwerpen".

In artikel 17, eerste lid, schrijve men op de eerste regel het woord "artikel" voluit.

In het tweede lid van hetzelfde artikel, Franse tekst, leze men "Ostende".

In artikel 21, paragraaf 1, leze men het eerste lid als volgt : "De militairen worden voor de monsteringen der effectieven opgeroepen door toedoen van de burgemeester".

.../...

Paragraaf 2 dient te worden gelezen als volgt:

"Kan de oproeping niet aan de betrokkene worden overhandigd, dan moet zij worden afgegeven aan iemand die bij hem inwoont of die in de buurt woont. Deze ondertekent het ontvangbewijs".

Aan het slot van artikel 24 moet in de Franse tekst het woord "service" in de uitdrukking "louage de services" in het meervoud worden geschreven.

In artikel 37 berust de verwijzing naar artikel 50 op een vergissing. Zij dient dus te vervallen.

Artikel 44, paragraaf 1, leze men als volgt :

"Indien het doktersattest vaststelt dat de betrokkene zich bij zijn eenheid kan vervoegen, gelast de commandant van de Rijkswachtbrigade de militair uitdrukkelijk zich naar het oproepings- of wederoproepingsorder te gedragen".

Aan het slot van artikel 49 moet het woord "hierboven" vervallen.

In artikel 57, in fine, schrappe men het woord "ministerieel".

Artikel 58 kan beter worden gelezen als volgt:

"Artikel 58.-

Het ministerieel besluit van 15 februari 1952 houdende het reglement voor de militairen met onbepaald verlof, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 6 januari 1955, 28 september 1956 en 7 februari 1958, wordt opgeheven".

\+

\+ \+

.../...

Bij de Nederlandse tekst van het ontwerp zijn nog de volgende opmerkingen te maken :

In de opschriften en in de tekst van het ontwerp vervange men telkens het woord "sektie" door "afdeling".

In artikel 1, § 1, leze men de tekst onder 3°, 4°, 5° en 6° als volgt :

"3° op vrijwilligers die dienst of wederdienst hebben genomen, en op dienstplichtigen die wederdienst hebben genomen bij de krijgsmacht of bij de Rijkswacht, en na afloop van de uit de dienstneming of de wederdienstneming voortkomende werkelijke diensttermijn, of van een wederoproeping met onbepaald verlof zijn gezonden;

4° op vrijwilligers die dienst of wederdienst hebben genomen bij het niet-permanent personeel van de eenheden waarbij het speciaal contingent is ingedeeld, en na afloop van een oefening of van een wederoproeping met onbepaald verlof zijn gezonden;

5° op onderofficieren, korporaals en brigadiers die op rustpensioen zijn gesteld en ter beschikking van de Minister van Landsverdediging zijn gehouden;

6° op aangestelde dienstplichtige onderluitenants met onbepaald verlof;".

.../...

Artikel 2, § 3 : "... onder verplichting voor deze aan de belanghebbende de nodige aanwijzingen te geven om zijn antwoord zonder kosten te doen toekomen".

Artikel 3, § 2, leze men als volgt :

"§ 2. De militair met onbepaald verlof die tijdelijk buiten zijn gemeente gaat vertoeven zonder evenwel het land te verlaten, geeft aan zijn familie of, bij gemis daarvan, aan zijn burgemeester kennis van de dag van zijn vertrek, het adres waarheen hij zich voorneemt zich te begeven en de vermoedelijke datum van zijn terugkeer, opdat de voor hem bestemde militaire documenten hem zonder verwijl kunnen toekomen".

In § 4 van hetzelfde artikel vervange men het woord "betekening" door "kennisgeving" en het woord "dagvaarding" door "oproeping".

Deze opmerking geldt ook voor andere artikelen van het ontwerp.

Het laatste lid van deze paragraaf leze men als volgt :

"Onder de benaming "kennisgevingen" worden begrepen onder meer de oproepingen voor de monstering der effectieven ... (voorts zoals in het ontwerp)".

.../...

Artikel 4, § 2, leze men als volgt :

"§ 2. Hij is geldelijk aansprakelijk voor de goede staat van bewaring van deze kleding totdat zij wordt teruggegeven".

Artikel 12 dient te worden gelezen als volgt :

"Artikel 12.-

De militair met onbepaald verlof die gedurende meer dan drie maanden in Ruanda-Urundi wenst te reizen of er zijn verblijfplaats te vestigen, moet zich schikken naar de voorschriften van de artikelen 7 en 8".

Artikel 21, § 3, leze men als volgt :

"§ 3. Weigert de militair met onbepaald verlof het ontvangbewijs te ondertekenen, weigeren de bij hem inwonende personen of de buren de oproeping in ontvangst te nemen en het ontvangbewijs te ondertekenen, kan de oproeping niet besteld worden omdat de opgeroepen militair een der in hoofdstuk I gestelde verplichtingen overtreden heeft, dan wordt hij geacht op geldige wijze gewaarschuwd te zijn, zoals bepaald in artikel 3, § 4".

Artikel 37, § 1, leze men als volgt :

"De bepalingen van afdeling 2 van dit hoofdstuk zijn van toepassing op de spoedwederoproepingen, met uitzondering van de artikelen 55 en 56".

.../...

In artikel 38, § 2, vervange men het woord "beschikking" door "bepaling".

In artikel 40 moet het woord "toegekend" worden vervangen door "opgelegd".

Artikel 42, § 3.

Op enkele woorden na, dient deze paragraaf te worden gelezen zoals artikel 21, § 3.

Voorts zorge men ervoor dat in het gehele ontwerp een eenvormige spelling wordt toegepast.

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE, raadsheren van State,

A. BERNARD, assesseurs de la section de législation,
F. DUCHENE, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C. ROUSSEAUX, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. F. PERIN, substitut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) C. ROUSSEAUX.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. F. PERIN, substituut.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J. SUETENS.